



Compte-rendu de la séance plénière du CRSA

Le 30 juin 2020 2020 à l'ARS Ile-de-France en visioconférence

Dr Jean-Luc FONTENOY

Sous la présidence de Monsieur le Président **Jean-Pierre Burnier**.

La première partie est un rappel de la situation épidémique du covid-19 et des actions qui ont été et vont être menées par l'ARS Île-de-France.

Le Président note des zones d'ombres en constatant un manque de contact et d'information en direction du CRSA. Il souhaite reprendre une vie normale en démocratie en santé. Il pense que l'ensemble du système de santé a été mis à l'épreuve et qu'il faut en tirer les conséquences pour l'améliorer.

Le Directeur Général Adjoint, Monsieur Nicolas Péju, tient à remercier l'ensemble de ses services et précise que, pour lui, grâce à la mobilisation de tous, beaucoup de travail a été fait et continue de l'être par l'ARS, qui, compte tenu de la crise, a fait au mieux de ce qu'elle pouvait faire.

Le pic en réanimation a été atteint le 8 avril avec 2681 personnes hospitalisés en Île-de-France, alors qu'habituellement il y en a 1200.

Le nouvel objectif est d'aller vers la population en organisant des opérations de dépistage appelées barnum. 85 lieux de rencontres ont été organisés, ce qui ne révèle pas d'épidémie cachée, voir même, moins de cas que ce qui était estimé. Une distribution de bons, afin de se faire tester, sont adressés à 1400000 habitants de 30 communes d'Île-de-France. Cette crise aurait marqué l'ARS et elle aurait décidé d'en tirer des perspectives pour l'avenir. Des perspectives internes car des choses ont fonctionné et d'autres doivent être retravaillées. Des perspectives externes mais qui elles se retrouvent posées dans un cadre national et notamment avec le Ségur. Pour l'Île-de-France, il faut faire fructifier les expériences actuelles qui permettent de diminuer les inégalités en santé.

Ensuite Monsieur Aurélien Rousseau exprime qu'on est dans une crise malgré des indicateurs de faible volume et qu'en France la moyenne d'âge des patients hospitalisés est de 60 à 61 ans, soit le même qu'en 2018 ou en 2019, alors qu'en Italie au pic de la crise la moyenne d'âge était de 45 ans. Pour lui, « cette crise a montré la nécessité d'un pilotage extrêmement serré ». Il y a pour Monsieur Rousseau de l'inquiétude quand on parle d'autonomie car il aurait peur de voir apparaître de la ségrégation. Le Président de séance lui répond que « le pilotage oui mais qu'il faut donner au terrain de la souplesse d'action ».

Dans les réponses aux questions on note que cette crise aurait stimulé la création et l'organisation des CPTS, des DAC, des APTA et qu'il n'y a pas de modèle unique. On reprecise les inégalités entre les départements et la plus forte mortalité dans le 93, surtout dans les quartiers défavorisés avec plus de risque d'être contaminé et plus de risque de faire des formes graves en rapport avec en majorité des maladies respiratoires, des maladies chroniques et du diabète. On y trouve des familles nombreuses, des appartements en proportion qui sont moins grands, avec moins de pièces par personne et des travailleurs qui font moins de télétravail et plus de déplacements.

La fin de la séance est une déclaration de diverses bonnes intentions.